Direction de l'Eau et de l'Assainissement

RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF



2025

SOMMAIRE

PARTIE 1 – PRESENTATION GENERALE DU SERVICE 3

1.1 ORGANISATION DU SERVICE ET POPULATION DESSERVIE 3
1.2 ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0) 4
1.3 PRESTATIONS ASSUREES DANS LE CADRE DU SERVICE 4
1.4 CONDITIONS D'EXPLOITATION DU SERVICE 4
1.5 CADRE REGLEMENTAIRE 4
1.6 MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0) 5
1.7 VERIFICATION DES INSTALLATIONS 6
1.7.3 CONTROLE PERIODIQUE DE BON FONCTIONNEMENT REALISE ET TERMINE EN 2024 7
1.8 TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3) 8

PARTIE 2 –TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF 10

2.1 TARIFS APPLIQUES POUR L'ANNEE 2024 11

PARTIE 3 – PERSPECTIVES 2026 11

PARTIE 1 – PRESENTATION GENERALE DU SERVICE

Par délibération de 2008, la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers a pris la compétence en matière d'assainissement non collectif.

Le 1er janvier 2011, la commune de Saint Paul intègre la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Le 1er janvier 2013, les communes membres de l'ex-Communauté de la Haute Varenne et du Houlme ainsi que la commune de Landisacq ont intégré la Communauté d'Agglomération du Pays de Flers.

Le 1er janvier 2017, les communes de l'ex-Communauté de Communes du Bocage d'Athis (Athis Val de Rouvre, Berjou, Cahan, Saint Philbert sur Orne, La lande Saint Siméon, Sainte Honorine la Chardonne, Durcet, Saint Pierre du Regard, Ménil Hubert sur Orne), une partie des communes de l'ex-Communauté de Communes du Pays de Briouze (Pointel, Ste Opportune, Le Grais, Le Ménil de Briouze et Briouze), la commune nouvelle de La Ferté Macé comprenant la Ferté Macé et Antoigny, et la commune nouvelle Les Monts d'Andaine comprenant la Sauvagère et St Maurice du Désert ont intégré Flers Agglo.

Par application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la collectivité doit présenter un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service (RPQS) d'assainissement non collectif (au plus tard pour le 30 juin de l'année N+1).
Le décret n°2007-675 du 2 mai 2007, précise la liste des indicateurs qui doivent figurer dans ce rapport.

De plus, la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (dite "loi NOTRe") article 129 ainsi que le décret du 29 décembre 2015, indiquent l'obligation de saisie et de transmission des indicateurs des services d'eau potable et d'assainissement (collectif ou non), pour les collectivités comptant plus de 3 500 habitants, sur le Système d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (SISPEA : "http://www.services.eaufrance.fr/" de l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement) de l'Office Français de la Biodiversité (OFB).
Le RPQS ainsi que la délibération de l'assemblée délibérante, sont transmis par voie électronique au préfet et sous SISPEA, dans les quinze jours qui suivent leur présentation devant l'assemblée délibérante.
Le public est avisé par voie d'affiche apposée en mairie ou au siège de l'établissement public de coopération intercommunale, et aux lieux habituels d'affichage pendant au moins un mois.
Compte tenu du seuil de population Flers Agglo est concernée par cette obligation.

Il a pour but d'informer les élus et les usagers sur le fonctionnement du service, en l'occurrence le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC).

1.1 Organisation du service et population desservie

Le territoire de Flers Agglo comprend 42 communes sur un territoire de 52 509 habitants. A ce jour, 36 communes disposent d'un système de collecte et/ou de traitement collectif des eaux usées. Toutefois, aucune collectivité ne dispose d'un système collectif étendu à l'ensemble de son territoire. Par conséquent, le SPANC intervient sur l'ensemble des communes.

Collectivité	Zonage oui/non	Date de délibération du zonage	Communes
Flers Agglo (d'avant le 01/01/2013)	Oui	19/12/2013	Flers, La Chapelle Biche, La Chapelle au Moine, Saint Clair de Halouze, La Selle la Forge, Caligny, Cerisy Belle Etoile, La Bazoque, Landigou, Landisacq, Saint Georges des Groseillers, Aubusson, Montilly sur Noireau
Ex Cdc Bocage Athis	Oui	06/06/2002	Athis Val de Rouvre, Berjou, Cahan, Saint Philbert sur Orne, La lande Saint Siméon, Sainte Honorine la Chardonne, Durcet, Saint Pierre du Regard, Ménil Hubert sur Orne
Ex Cdc du Pays de Briouze	-	-	Briouze, Pointel, Le Ménil de Briouze, Le Grais et Sainte Opportune
La Ferté Macé	Oui	26/06/2010	La Ferté Macé
Ex Cdc du Pays Fertois	NON	-	Les Monts d'Andaine (la sauvagère et Saint Maurice du Désert), Antoigny
Ex Cdc de la Haute Varenne et Houlme	Oui	-	Messei, Echalou, Bellou en Houlme, Dompierre, Le Châtellier, Saires la Verrerie, La Coulonche, Saint André de Messei, La Ferrière aux Etangs, Banvou
	OUI	10/10/2024	Lonlay le Tesson

1.2 Estimation de la population desservie (D301.0)

Un habitant est compté comme desservi par le service lorsqu'il est domicilié dans une zone d'assainissement non collectif.
La population de la Communauté de communes (données INSEE 2021) est de **52 388** habitants. L'estimation de la population desservie est de 52 388 **(VP.181)** x **25.4 % (VP 230)** soit **13 306 habitants** au 31 décembre 2025.

1.3 Prestations assurées dans le cadre du service

La collectivité assure les missions suivantes en régie :

- La vérification de la conception et de l'implantation de la filière d'assainissement non collectif,
- La vérification de la réalisation des travaux de mise en œuvre du dispositif,
- La vérification du bon fonctionnement de la filière d'assainissement.

1.4 Conditions d'exploitation du service

Le SPANC dispose pour son bon fonctionnement d'un personnel administratif et technique représentant 3.1 équivalent temps plein. Il assure les missions suivantes :

- Suivi administratif et technique des dossiers de demande de mise en place d'installations neuves,
- Suivi administratif et technique des dossiers de demandes de subventions,
- Suivi administratif et technique des contrôles périodiques des installations existantes,
- Mise à jour du planning de contrôle périodique des installations,
- Mise à jour de la base de données du service,
- Elaboration de la facturation relative au service,
- Suivi administratif et technique des contrôles de bon fonctionnement lors des ventes immobilières,
- Conseils techniques et renseignements au public,
- Instruction des dossiers dans le cadre de demande d'urbanisme.

Lors de la fusion avec la communauté de commune d'Athis, un marché à bon de commande auprès de Véolia pour des contrôle SPANC existait et a été repris par Flers Agglo. Celui-ci était utilisé en cas de surcharge de travail. Ce marché étant arrivé à échéance, il a été relancé en 2022 et s'est avéré infructueux. L'ensemble des contrôles est donc désormais réalisé en régie.

1.5 Cadre réglementaire

La loi d'engagement national portant sur l'environnement du 12 juillet 2010 a modifié la réglementation en matière d'assainissement non collectif, en particulier, les critères d'évaluation de la conformité, les critères d'évaluation des dangers pour la santé et l'environnement, justifiant, le cas échéant, la réalisation de travaux, ainsi que le contenu du document remis à l'issue du contrôle. Ils sont définis par l'arrêté du 27 avril 2012. Les autres points principaux sont :

- La simplification des dispositions en matière de contrôle,
- Des précisions sur les travaux de réhabilitation,
- Une meilleure articulation entre le contrôle du SPANC et permis de construire ou d'aménager,
- Une modification du délai maximal entre 2 contrôles périodiques : 10 ans au lieu de 8 ans,
- Une information du futur acquéreur en cas de vente immobilière,
- Des agréments des dispositifs de traitement.

Les autres principaux textes réglementaires relatifs à l'assainissement non collectif sont rappelés ci-après :

- Loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques,
- Loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 **portant engagement national pour l'environnement,**
- Décret n°2012-274 du 28 février 2012 relatif à certaines corrections à apporter au régime des autorisations d'urbanisme,
- Arrêté du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- Arrêté du 7 septembre 2009 sur les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif,
- Arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5,
- Arrêté du 27 avril 2012 relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif,

- Articles R*111-1-1 et L271-4 du Code de la construction et de l'habitat relatifs à la délivrance et à la demande des permis de construire,
- Articles L.1331-1 à L.1331-16 du Code de la santé publique relatifs à la salubrité des agglomérations,
- Articles L.2224-6 à L.2224-22 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux services d'assainissement municipaux,
- Articles R.2333-121 à R.2333-132 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux redevances d'assainissement,
- Arrêté du 19 juillet 1960 modifié par l'arrêté du 28 janvier 1986 relatif au raccordement des immeubles sur égout,
- Autres documents existants non réglementaires : norme française NF DTU 64.1 P1-1 (AFNOR) du 10 août 2013, document technique qui fixe la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

1.6 Mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Cet indicateur renseigne sur l'organisation du SPANC et sur les prestations qu'il est susceptible de réaliser.

		Action effective en totalité	Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus	Code SISPEA
A **Eléments obligatoires pour l'évaluation du SPANC**	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	OUI	20	20	***VP 168***
	Application d'un règlement du service public d'assainissement non collectif approuvé par une délibération	OUI	20	20	***VP 169***
	Mise en œuvre de la vérification de conception des installations réalisées ou réhabilitées	OUI	30	30	***VP 170***
	Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations	OUI	30	30	***VP 171***
			TOTAL A	**100**	
B **Eléments facultatifs du SPANC**	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations	NON	10	0	***VP 172***
	Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations	NON	20	0	***VP 173***
	Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidange	NON	10	10	***VP 174***
			TOTAL B	**10**	
			TOTAL	**110**	

Au 31 décembre 2025, l'indicateur D 302.0 est de 110.

1.7 Vérification des installations

1.7.1. Vérification des installations par commune pour l'année 2025

Communes	Population (INSEE 2025)	Logements en		TOTAL	AGENCE DE L'EAU
		Assainissement collectif	Assainissement non collectif		
Athis Val de Rouvre	4201	857	1472	**2329**	**AESN**
Aubusson	391	179	4	**183**	**AESN**
Banvou	630	106	178	**284**	**AELB**
Bazoque (la)	1024	224	330	**554**	**AESN**
Bellou en Houlme	417	118	132	**250**	**AESN**
Berjou	1512	715	160	**875**	**AESN**
Briouze	161	18	98	**116**	**AESN**
Cahan	845	116	300	**416**	**AESN**
Caligny	693	154	194	**348**	**AESN**
Cerisy Belle Étoile	380	118	96	**214**	**AESN**
Chapelle au Moine (la)	286	47	98	**145**	**AELB**
Chapelle Biche (la)	319	99	76	**175**	**AESN**
Châtellier (le)	14432	8451	106	**8557**	**AELB**
Coulonche (la)	269	0	113	**113**	**AELB**
Dompierre	586	273	5	**278**	**AELB**
Durcet	525	217	27	**244**	**AESN**
Échalou	497	94	190	**284**	**AELB**
Ferrière aux Étangs (la)	1506	629	168	**797**	**AELB**
Ferté Macé (la)	5 071	2795	421	**3216**	**AELB**
Flers	1730	767	154	**921**	**AESN**
Grais (le)	166	0	92	**92**	**AESN**
Lande Patry (la)	1390	555	95	**650**	**AESN**
Lande Saint Siméon (la)	417	129	72	**201**	**AESN**
Landigou	765	181	195	**376**	**AESN**
Landisacq	401	92	102	**194**	**AESN**
Lonlay le Tesson	208	31	90	**121**	**AESN**
Ménil de Briouze (le)	541	121	171	**292**	**AESN**
Ménil Hubert sur Orne	1684	427	458	**885**	**AESN**
Messei	229	0	132	**132**	**AELB**
Montilly sur Noireau	472	246	121	**367**	**AESN**
Monts d'Andaine (les)	1827	811	122	**933**	**AELB**
Pointel	723	211	162	**373**	**AESN**
Saint André de Messei	301	0	140	**140**	**AELB**
Saint Clair de Halouze	518	81	168	**249**	**AELB**
Saint Georges des Groseillers	812	286	172	**458**	**AESN**
Saint Paul	684	146	211	**357**	**AESN**
Saint Philbert sur Orne	244	40	98	**138**	**AESN**
Saint Pierre du Regard	3173	1790	28	**1818**	**AESN**
Sainte Honorine la Chardonne	631	120	197	**317**	**AESN**
Sainte Opportune	111	0	101	**101**	**AESN**
Saires la Verrerie	1321	661	133	**794**	**AELB**
Selle la Forge (la)	295	52	99	**151**	**AESN**
TOTAL	**52 388**	**21957**	**7481**	**29438**	
Répartition		**74,6%**	**25,4%**	**100%**	

1.7.2. Evolution de l'activité SPANC en régie depuis 2017 :

Nombre de contrôles		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Conception		**80**	**25**	**70**	**97**	81	81	49
Réalisation	Neuf	11	4	8	12	3	8	6
	Réhabilitation	63	21	28	50	40	44	65
	Total	**74**	**25**	**36**	**62**	43	52	71
Diagnostic de Vente		**113**	**76**	**165**	**163**	123	118	126
Contrôle de bon fonctionnement		**704**	**339**	**167**	**554**	543	519	490
TOTAL		**1121**	**465**	**438**	**876**	**790**	**770**	**736**

1.7.3 Contrôle périodique de bon fonctionnement réalisé et terminé en 2024

Ne sont pas contactés pour le contrôle de bon fonctionnement, tous ceux dont l'installation d'assainissement a fait l'objet d'un contrôle dans les trois années précédentes.

COMMUNE DIAGNOSTQUEE DANS L'ANNEE	Nombre d'ANC	Nombre contactés	contrôle réalisé	Refus et/ou absent	non contrôlé car maison déclarée inhabitée
LA SELLE LA FORGE (en cours)	**95**	46	38	6	2
%		48%	83%	13%	4%
LA CHAPELLE AU MOINE	**5**	3	2	1	0
%		60%	67%	33%	0%
LA CHAPELLE BICHE	**27**	22	17	5	0
%		81%	77%	23%	0%
CALIGNY	**300**	271	260	5	2
%		90%	96%	2%	1%
LE MENIL DE BRIOUZE	**171**	124	115	2	7
%		73%	93%	2%	6%
BERJOU (en cours)	**132**	36	33	3	1
%		27%	92%	8%	3%
Total		502	465	22	12
Pourcentage			93%	4%	2%

1.8 Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Commune	Installation existantes contrôlées au 31/12/25	Installations conformes + non conformes au regard de la définition de l'indice P301.3			
	VP.167	Installations conformes (VP166) au 31/12/25	Installations non conformes au regard de la définition de l'indice VP 267	TOTAL au 31/12/25	[(VP 166 + VP 267) / VP 167 x 100 =
		(A)	au 31/12/25 (B)	(A+B)	
ATHIS VAL DE ROUVRE	874	485	254	739	85%
BERJOU	1	0	0	0	0%
CAHAN	167	74	52	126	75%
DURCET	321	102	103	205	64%
LA LANDE SAINT SIMEON	64	20	21	41	64%
MENIL HUBERT SUR ORNE	53	29	5	34	64%
SAINTE HONORINE LA CHARDONNE	95	19	41	60	63%
SAINT PIERRE DU REGARD	288	59	112	171	59%
SAINT PHILBERT SUR ORNE	188	31	59	90	48%
Aubusson	90	28	35	63	70%
BANVOU	89	30	38	68	76%
BELLOU-EN-HOULME	69	24	22	46	67%
BRIOUZE	103	41	29	70	68%
Caligny	115	27	39	66	57%
Cerisy Belle Etoile	3	2	1	3	100%
DOMPIERRE	21	4	10	14	67%
ECHALOU	175	70	53	123	70%
Flers	150	59	48	107	71%
La Bazoque	229	163	38	201	88%
La Chapelle au Moine	149	21	73	94	63%
La Chapelle Biche	77	46	24	70	91%
LA COULONCHE	81	19	38	57	70%
LA FERRIERE-AUX-ETANGS	65	25	23	48	74%
La Lande Patry	183	82	52	134	73%
LA FERTE MACE	97	21	51	72	74%
La Selle la Forge	33	18	2	20	61%
Landigou	160	35	65	100	63%
LANDISACQ	439	128	186	314	72%
LE CHATELLIER	128	53	44	97	76%
LE GRAIS	102	45	48	93	91%
LE MENIL DE BRIOUZE	119	48	36	84	71%
LONLAY LE TESSON	114	42	59	101	89%
LES MONTS D'ANDAINE	71	29	2	31	44%
MESSEI	161	63	65	128	80%
Montilly sur Noireau	129	52	55	107	83%
POINTEL	209	45	61	106	51%
SAINT-ANDRE-DE-MESSEI	42	20	1	21	50%
Saint Clair de Halouze	24	1	12	13	54%
SAINTE OPPORTUNE	133	84	41	125	94%
Saint Georges des G	99	54	41	95	96%
Saint Paul	37	16	16	32	86%
SAIRES-LA-VERRERIE	93	34	31	65	70%
TOTAL GENERAL	5840	2248	1986	4234	73%

Cet indicateur mesure le niveau de conformité du parc des dispositifs d'assainissement non collectif en zonage d'assainissement non collectif.
C'est le rapport entre du **nombre total d'installations contrôlées** (diagnostic, diagnostic vente, neuf et bon fonctionnement) sur la somme du **nombre d'installations contrôlées jugées conformes** ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et du **nombre d'installations non conforme mais ne présentant pas de danger pour la santé des personnes ou risques avérés de pollution de l'environnement**.
Certaines communes n'ont pas été contrôlées entièrement et/ou les données antérieures à leur intégration à Flers Agglo, n'ont pas pu être enregistrées à la base de donnée du SPANC de Flers Agglo. Pour ces communes, le taux de conformité n'est donc pas représentatif de leur parc ANC.

Les installations d'assainissement non collectif ne sont comptabilisées qu'à partir du moment où l'installation est réalisée.

Pour le moment, nous ne pouvons pas dissocier les communes de l'ex-Communauté de Communes du bocage d'Athis car nous n'avons pas le détail par communes mais un total global.

		2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
VP 166	Nombre total d'installations contrôlées, jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité	**2949**	**2997**	**2761**	**2140**	**2192**	**2160**	**2248**
VP 267	Autres installations contrôlées ne présentant pas de danger pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	**1714**	**1864**	**1670**	**1681**	**1839**	**1934**	**1986**
VP 167	Nombre total installations ANC contrôlées depuis création du service	**7543**	**7742**	**7998**	**4808**	**5172**	**5579**	**5840**
P 301.3	Taux de conformité %	61,8	62,8	**55%**	**79%**	**78%**	**73%**	**73%**

La définition de l'indice P301.3 a été modifiée le 09 avril 2014.
Avant 2022, les installations des communes ayant été contrôlées antérieurement à leur intégration à Flers Agglo, donc contrôlées par un autre SPANC que celui de Flers Agglo, étaient comprise dans l'indice VP167. Or la plupart de ces contrôles n'ont pu être intégrés dans la base de donnée du SPANC de Flers Agglo. Depuis 2022, et en accord avec le SATTEMA, l'indice VP167 ne comptabilise que les installations enregistrées dans la base de données du SPANC et pour lesquelles il y a une conclusion de contrôle.

<table>
<tr><th rowspan="2">Problèmes constatés sur l'installation</th><th colspan="3">Zones à enjeux sanitaires ou environnementaux</th></tr>
<tr><th>NON</th><th colspan="2">OUI
Enjeux sanitaires | Enjeux environnementaux</th></tr>
<tr><td>⊡ Absence d'installation</td><td colspan="3">Non respect de l'article L 1331-1-1 du code de la santé publique
* Mise en demeure de réaliser une installation conforme
* Travaux à réaliser dans les meilleurs délais</td></tr>
<tr><td>⊡ Défaut de sécurité sanitaire (contact direct, transmission de maladies par vecteurs, nuisances olfactives récurrentes)
⊡ Défaut de structure ou de fermeture des ouvrages constituant l'installation
⊡ Implantation à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau de distribution</td><td colspan="3">Installation non conforme
> Danger pour la santé des personnes
Article 4 - cas a)
* Travaux obligatoires sous 4 ans
* Travaux dans un délai de 1 an si vente</td></tr>
<tr><td>⊡ Installation incomplète
⊡ Installation significativement sous-dimensionnée
⊡ Installation présentant des dysfonctionnements majeurs</td><td>Installation non conforme
Article 4 - cas c)
* Travaux dans un délai de 1 an si vente</td><td>Installation non conforme
> Danger pour la santé des personnes
Article 4 - cas a)
* Travaux obligatoires sous 4 ans
* Travaux dans un délai de 1 an si vente</td><td>Installation non conforme
> Risque environnemental avéré
Article 4 - cas b)
* Travaux obligatoires sous 4 ans
* Travaux dans un délai de 1 an si vente</td></tr>
<tr><td>⊡ Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs</td><td colspan="3">* Liste de recommandations pour améliorer le fonctionnement de l'installation</td></tr>
<tr><td colspan="4">Installation neuves ou réhabilitées, contôlées non conformes au titre du contrôle de bonne exécution</td></tr>
<tr><td colspan="4">ABSENCE DE DEFAUT</td></tr>
</table>

Dans l'annexe II de l'Arrêté du 27 avril 2012, on représente les installations jugées comme **CONFORMES (VP 166**) en vert, bleu et les installations conforme neuve (non représentées dans l'annexe), qui sont augmentées des installations non-conforme mais sans danger pour la santé **(VP267)** en jaune, pour le calcul du taux de conformité.

PARTIE 2 –TARIFICATION ET RECETTES DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Le SPANC constitue un service public à caractère industriel et commercial. Il doit faire l'objet d'instauration de redevances spécifiques nécessaires à l'équilibre du budget. Les redevances concernent toutes les propriétés équipées d'un système d'assainissement non collectif qui font l'objet d'un contrôle et permettent de couvrir les charges de fonctionnement du service.

2.1 Tarifs appliqués pour l'année 2024

Les tarifs de l'assainissement non collectif ont été homogénéiser sur tout le territoire de Flers Agglo au 1er janvier 2020.

	Contrôle conception (HT)	Contrôle réalisation (HT)	Contrôle diagnostic de vente (HT)	Contrôle de bon fonctionnement (annuellement HT)
2017	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2018	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2019	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2020	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2021	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2022	31,50 €	71,50 €	112,50 €	17,60 €
2023	33,08 €	75,08 €	118,13 €	18,48 €
2024	35,72 €	81,08 €	127,58 €	19,96 €
2025	**60,00 €**	**120,00 €**	**180,00 €**	**21,16 €**

La périodicité des contrôles est de 6 ans.

Les factures sont établies, éditées et expédiées par le SPANC. Le Trésor Public de Flers est chargé de l'encaissement des redevances.

PARTIE 3 – PERSPECTIVES 2026

Les contrôles périodiques de bon fonctionnement seront réalisés sur les communes de :
Secteur Nord : Berjou, Montilly sur Noireau, Athis de l'Orne, avec quelques contrôles sur les communes de Bréel, Notre Dame du Rocher, La Lande St Siméon et St Philbert sur Orne
Secteur Sud : La Selle la Forge, St Clair de Halouze et le Grais

Le 12eme programme de l'AESN prévoit, certainement pour la dernière fois, des subventions pour la réhabilitation des ANC qui répondent aux critères de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Ce dispositif s'appliquera pour les communes 100 % ANC ou ne pouvant bénéficier de subventions pour l'assainissement collectif, il concerne également les communes historiques et non nouvelles. De plus les ANC de Lonlay le Tesson et des périmètres de captage, restent concerner. Néanmoins toutes demandes devront être groupées à l'échelle de zone d'habitat agglomérés et ne pourront faire l'objet de nouvelle demande après.
Un programme de subvention pour la réhabilitation des dispositifs d'assainissement non collectif est mis en place pour la commune de Lonlay le Tesson, et les zones du territoire se situant en périmètre de captage du bassin de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Un second programme est lancé sur la commune de La Bazoque. Un projet s'étendant sur tout le 12eme programme de l'AESN a été élaboré, il prévoit 10 programmes de demande d'aides.

Un nouveau règlement de service a été mis en place au 1er janvier 2025.

Celui-ci est consultable sur le site www.flers-agglo.fr. Il a pour principal objectif de réduire le nombre d'installations d'ANC présentant un danger et d'augmenter les réhabilitations afin de réduire les pollutions directes et diffuses.
Voici les points principaux :

- les contrôles périodiques dits de « bon fonctionnement » seront réalisés tous les 10 ans
- lors d'un contrôle du SPANC, si une installation d'ANC présente un danger pour les personnes, des travaux obligatoires pour SUPPRIMER le danger doivent être réalisés sous 4 ans ; faute de travaux, le SPANC procédera à un contrôle tous les 4 ans, facturé au propriétaire, le montant est fixé à 120€ (tarif 2025)
- lors d'une vente immobilière, si l'installation est non conforme, l'acquéreur a l'obligation de la mettre aux normes dans l'année suivant son achat ; si les travaux ne sont pas réalisés, une « visite de contrôle après-vente » sera réalisée et facturée à l'acquéreur, le montant de cette visite est fixée à 200€ (tarif 2025)

Pour faciliter la mise en place des nouvelles pratique et une meilleure gestion des données SPANC, le service fera l'acquisition d'un nouveau logiciel et prendra en charge la facturation des prestation vente, conception-réalisation.

RAPPEL DES INDICATEURS OBLIGATOIRES

www.services.eaufrance.fr/sispea/showLogin.action

Indicateurs descriptifs des services

D301.0 = 13 306 habitants (*Evaluation du nombre d'habitants desservis par le service public de l'assainissement non collectif*)

D302.0 =110 (*Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif*)

Indicateurs de performance

VP 166 = 2248 *(Nombre total d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité)*

VP 267 = 1986 *(Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement)*

VP.167= 5840 *(Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service)*

P301.3 = 73 % (*Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif*)

Prise en compte dans le taux de conformité : installations conforme + installations type 2